



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

DECLARATION FSU

CDEN 59 – 13 septembre 2023

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Comme l'année dernière, et comme souvent depuis 7 ans, l'actualité dans l'Education nationale a connu un coup d'accélérateur quelques jours avant la rentrée, d'autant qu'il semble y avoir cette année une course entre l'Elysée et le ministère de l'Education nationale pour procéder aux annonces, certaines de bon sens, comme le retour – enfin – aux épreuves du bac en juin, d'autres qui interpellent tant elles montrent la méconnaissance de la réalité du terrain. Comme souvent, depuis 7 ans, beaucoup de bruit pour que finalement rien ne change, le double langage, la manipulation médiatique et le grand écart entre les déclarations et la réalité du terrain servant encore plus en cette rentrée, à enterrer les questions cruciales. Depuis 7 ans, les plans de communication s'enchaînent pour détourner les regards des réelles difficultés du service public d'éducation alors que l'École manque de tout, et en premier lieu, de personnels formés et correctement rémunérés.

Et oui, avec 3100 postes non pourvus cette année, le fameux choc d'attractivité n'a pas eu lieu, faut-il s'en étonner ? Ce n'est pas en méprisant les personnels, en continuant de leur charger la barque alors qu'ils sont déjà épuisés par leurs conditions de travail actuelles, ce n'est pas en leur refusant une rémunération à la hauteur de leur engagement et de ce qu'elle est dans la plupart des pays européens que l'on parviendra à inverser la tendance, et à améliorer l'état de l'école afin de permettre à tous les élèves de réussir quelles que soient leurs difficultés.

Après avoir gelé la valeur du point d'indice pendant tout son premier quinquennat, le candidat-Président de la République avait promis de revaloriser de 10 %, sans contrepartie, les salaires de toutes et tous pour rendre leur attractivité aux métiers de l'éducation. A cette rentrée, on est loin du compte, puisqu'avec les mesures du « Socle », 70 % des professeurs, CPE et Psy-ÉN bénéficieront d'une augmentation inférieure à 5,6 %. Dans un contexte marqué par l'inflation, cela ne permet même pas de sauvegarder leur pouvoir d'achat alors que, rappelons-le, les enseignants français ont perdu entre 15 et 25 % de rémunération au cours des 20 dernières années. De la même manière, les personnels administratifs n'ont pas été revalorisés à hauteur des promesses présidentielles. Ces augmentations prennent essentiellement la forme de primes selon les grades, voire les fonctions, et ne compteront donc pas pour la retraite. Et que dire des AED et des AESH qui sont exclus de toutes les mesures d'augmentation « socle » et maintenus dans la plus grande précarité.

Quant à la promesse d'aucun recrutement d'enseignants à moins de 2000 €, elle n'est pas tenue, non plus, puisque le salaire net du professeur débutant est de 1841 € toutes primes comprises, pour un exercice à temps complet avec des conditions d'exercice défavorables pour une première année d'enseignement. Il lui faudra, ensuite, être patient et attendre 17 ans pour gagner 400 € de plus.

« Revalorisation historique », « 10% d'augmentation sans contrepartie pour tous », « Pas un professeur à moins de 2 000€ » ... Qu'il s'agisse du président de la République ou des ministres successifs, le message est toujours le même, mais la réalité ne suit pas. Comment s'étonner, ensuite, que les concours ne fassent plus le plein, et ce n'est pas le « Pacte » qui va inverser cette réalité. Le « Pacte » est synonyme de « travailler plus pour gagner plus », ou plus certainement de « travailler plus pour s'épuiser plus ». Il est surtout une réponse provocatrice, totalement hors-sol et irresponsable aux légitimes revendications de revalorisation salariale et d'amélioration des conditions de travail. À travers le « Pacte », le ministère fait le choix de faire porter sur les personnels déjà en poste et surchargés de travail, la responsabilité d'assurer de nouvelles missions que l'Etat est incapable de prendre en charge, comme le remplacement. Le « pacte » est une tromperie pour l'opinion publique et pour les personnels. La FSU appelle ces derniers à continuer de refuser le « Pacte ». La FSU demande son abandon au

ministre et le transfert des financements qui lui sont dédiés vers les mesures du « socle » ouvertes à toutes et tous sans contrepartie.

Ce CDEN va traiter, au niveau du département, des sujets qui impactent, eux aussi, les personnels, les élèves et leur famille. Avant d'échanger en séance, la FSU souhaite aborder et rappeler certains points.

Avec 39,1 millions d'euros, le montant des dotations de fonctionnement des collèges du département restent élevées pour faire face aux coûts énergétiques qui s'envolent depuis 2022. La FSU note néanmoins que ce montant est en baisse par rapport à 2023 alors que les coûts énergétiques vont encore augmenter, notamment pour l'électricité. De plus, des établissements rencontrent des problèmes d'isolation et ne sont pas rénovés malgré leurs demandes. Vendredi dernier, un collège a mesuré jusqu'à 48 degrés dans certaines de ses classes. Outre le fait que la mauvaise isolation entraîne un coût énergétique exorbitant, elle met également les conditions de travail des élèves et des personnels en péril alors que la trajectoire du changement climatique va nous exposer, malheureusement, à la répétition d'événements météorologiques extrêmes comme celui rencontré la semaine dernière. Pour en revenir au montant de la dotation de fonctionnement, la FSU pose deux questions : est-ce qu'une dotation complémentaire est prévue, comme ces dernières années, pour pouvoir aider les établissements en difficultés ? Concernant la part AP de la dotation, pourriez-vous, Madame la Vice-Présidente nous apporter des éléments d'informations sur son calcul et son montant pour l'année 2024 ?

Concernant la politique d'investissement en matière d'équipement sportif, la FSU a alerté Madame la Vice-Présidente sur cette dernière et nous réitérons ici notre demande de groupe de travail associant le conseil Départemental, l'Education nationale et les organisations syndicales, de façon à analyser la conception des équipements intra-muros à destination des collégiens. La FSU a déjà fait des propositions concrètes en ce sens et porte une ambition renouvelée pour les collégiens du Nord.

Ce CDEN devra également émettre un avis sur la modification de la sectorisation de la ville de Valenciennes, avec notamment la fermeture du collège Watteau. La FSU dénonce cette fermeture que les parents et les personnels ont appris, presque par hasard, ou par voie de presse. Sur la forme, l'absence d'informations et de concertation avec les parents et les personnels des écoles et collèges concernés n'est pas acceptable. Brutale sur la forme, injuste sur le fond, cette fermeture méprise le travail et l'engagement des personnels aux côtés des élèves. Elle remet en cause l'existence d'un établissement à taille humaine, propice aux apprentissages. Faut-il comprendre que d'autres « petits » collèges pourraient être menacés de fermeture dans les prochaines années ? Y-a-t-il, d'ailleurs, d'autres fermetures prévues pour des collèges du département ? Quant à l'argument avancé de la mixité scolaire pour faire passer cette fermeture, il a bon dos ! Favoriser la mixité scolaire à Valenciennes aurait supposé, avant d'agir, de travailler avec les personnels de chacun des établissements publics concernés, d'échanger avec les familles, et d'envisager les stratégies résidentielles ainsi que l'offre éducative à l'échelle d'un territoire, en incluant les écoles et les lycées. En l'absence d'une expérimentation réfléchie et ambitieuse, la fermeture pure et simple du collège Watteau risque fort de renforcer la ségrégation scolaire, sur un territoire déjà fortement polarisé, notamment au profit des établissements privés à IPS élevés, situés à proximité.

Pour terminer cette déclaration, la FSU renouvelle son opposition à l'externalisation des missions d'entretien des collèges du Nord. La présence continue et pérenne d'agents d'entretien titulaires et formés est un facteur de qualité pour nos établissements, ils assument des missions qui vont bien au-delà de l'entretien des locaux, en étant aux côtés des élèves et des personnels toute la journée. Ils contribuent aussi, à améliorer la prise en compte des problématiques énergétiques et climatiques par toutes et tous au quotidien. L'année dernière, un groupe de travail sur cette question avait été envisagé, sauf erreur de notre part, il n'a pas eu lieu, qu'en est-il ?

Je vous remercie pour votre attention.